

austérité : la «gauche» prépare la suite on ne se laissera pas marcher dessus !

Accord national interprofessionnel (Ani), coupes sombres dans la Fonction publique, opposition à la loi d'amnistie des syndicalistes... Si le gouvernement PS/Verts n'assume pas officiellement l'austérité, les salarié-e-s savent reconnaître une politique antisociale quand elle leur tombe dessus. Prochaine étape dans la liquidation des droits sociaux : la «conférence sociale» des 20-21 juin, où le gouvernement annoncera une nouvelle saignée pour le monde du travail.

Le cœur des annonces de cette conférence sociale concernera les retraites. A moyen terme, l'objectif, pour le PS, l'UMP, la CFDT et le MEDEF, qui sont tous d'accord entre eux, c'est d'en finir avec le système à « pension définie ». Ce qu'ils souhaiteraient, c'est adapter les pensions des retraité-e-s aux cotisations versées par les actifs : s'il y a moins de cotisations alors les pensions baissent. Plus besoin alors de nouvelle réforme, la mécanique de l'appauvrissement des retraité-e-s serait lancée : le rêve pour les capitalistes. Si le gouvernement ne choisit pas cette « stratégie du choc », il pourrait, à l'issue de la conférence sociale, proposer « seulement » d'allonger la durée de cotisation, d'augmenter la CSG ou de désindexer les pensions de l'inflation dans la continuité des réformes menée par Sarkozy. **Dans les deux cas, c'est le camp du travail qui va morfler si la résistance sociale n'est pas au rendez-vous.**

En parallèle de cette conférence sociale, **les mauvais coups continuent de pleuvoir et nous aurions tort de ne parler que des retraites.** Des collectifs de chômeur-se-s sont actuellement mobilisés contre la réforme de l'Unédic et la baisse des allocations familiales tout comme la

hausse d'une partie des impôts font partie intégrante de la cure d'austérité.

Unité contre l'austérité !

L'austérité de « gauche » va passer à la vitesse supérieure dans les mois qui viennent, et c'est dès maintenant qu'il faut organiser la résistance. La Confédération européenne des syndicats, organisation modérée et peu combative, appelle à une semaine d'action du 7 au 14 juin. Certains syndicats se sont saisis de cet appel : les cheminot-e-s et les postier-e-s appelaient à la grève le 13 juin, les hospitalier-e-s, en lien avec les usager-e-s, le 15, et un rassemblement interprofessionnel à l'appel de CGT, CFDT, UNSA et CFTC se tiendra le 19, avec des appels à la grève à la Poste et dans l'énergie.

Ces mobilisations ont le mérite d'exister mais il va falloir passer à la vitesse supérieure et, surtout, unir les luttes et les revendications pour faire face à la casse sociale qui se prépare. Par ailleurs, il aurait été plus juste d'appeler à l'action le 20 juin, premier jour de la conférence sociale, comme le font l'UD-CGT de Paris ou les collectifs de chômeur-se-s soutenus par les syndicats, afin

de faire dès à présent comprendre au gouvernement que nous savons à quoi nous attendre et que nous ne nous laisserons pas faire.

Faisons payer les capitalistes !

Il n'y a pas à hésiter, il faut discuter dès maintenant dans nos syndicats, sur nos lieux de travail, de la nécessité de construire un rapport de forces. **Il faut convaincre largement les salarié-e-s, les chômeur-se-s, les retraité-e-s, les jeunes, que l'austérité est un choix politique et non une fatalité, que de l'argent il y en a.** Alternative libertaire appelle en ce sens à la création de collectifs locaux contre l'austérité et pour la défense des retraites, avec toutes les forces politiques et sociales qui se retrouvent sur ces enjeux. Et, au-delà de la lutte actuelle à mener contre l'austérité et pour la redistribution des richesses, c'est bien la question du projet de société qui se pose : **va-t-on continuer à faire tourner ce système parasite qui ne peut survivre qu'en rognant sur nos salaires, sur nos pensions, sur nos droits ?**



le mensuel en vente auprès des militant-es

- Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
 Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL..... E-MAIL.....

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

1 juin 2013